



Bangkok, le 31 mars 1993

Au Chef du
Secrétariat politique

CONFIDENTIEL

RP 4

THAÏLANDE - RAPPORT DE FIN DE MISSION

lère partie: la vie politique de la Thaïlande d'octobre 1989 à fin mars 1993

Lors de la présentation de mes lettres de créance au roi Bhumibol Adulyadej, le 24 octobre 1989, je ne pensais pas que j'allais vivre une période très agitée de la vie politique de la Thaïlande. Mon séjour peut se diviser en plusieurs séquences:

A) Le gouvernement démocratique du Premier Ministre Chatichai Choonhavan

M. Chatichai, ancien ambassadeur en Suisse puis plusieurs fois Ministre, était le Chef du parti Chart Thaï lequel avait remporté les élections à la Chambre des Représentants en août 1988. Il avait formulé, entre autres, une nouvelle politique étrangère consistant à améliorer les relations de son pays avec ses 4 voisins (Birmanie, Cambodge, Laos et Malaisie) ainsi qu'avec la Chine et le Vietnam, les deux puissances militaires de la région. Il avait notamment déclaré qu'il fallait transformer les champs de batailles en zones économiques prospères où tous les pays de la région pourraient collaborer et améliorer leur niveau de vie.

A la fin de 1989, la situation était en général bonne en Thaïlande dans le domaine économique où le pays avait progressé les 5 années antérieures à un rythme annuel de 10 à 12 % avec une inflation de seulement 5 %. Mais, malgré cette augmentation notoire du PNB, j'avais été frappé par une remarque du général Chavalit Yongchaiyudh, chef des forces armées, qui relevait, en novembre 1989, qu'il y avait dans le pays davantage de développement des affaires que de développement économique. Et ceci était vrai et continue de l'être dans une certaine mesure car, à part la région de Chiangmai, au nord du pays, il y a peu de projets de développement industriel en province, spécialement dans le nord-est resté pauvre.



Puis M. Chatichai avait dû procéder à un remaniement ministériel en août 1990 à la suite d'une motion de censure au parlement. Ensuite, une nouvelle crise ministérielle eut lieu en décembre de la même année. M. Chatichai constitua une alliance avec le parti Solidarité qui était dans l'opposition, ce qui provoqua la sortie du gouvernement du parti Démocrate et du "Social Action Party". La majorité à la Chambre passa de 240 à 277 députés mais le parti Solidarité avait une espèce de droit de veto puisque, sans lui, la coalition gouvernementale n'avait plus de majorité à la Chambre.

Mais, dès octobre 1990, les relations entre le Gouvernement et les Chefs militaires se détériorèrent car ces derniers s'immisçaient de plus en plus dans les affaires gouvernementales et demandaient la destitution de certains ministres. Finalement, ils firent un coup d'Etat, le 23 février 1991, en arrêtant à l'aéroport de Bangkok le Premier Ministre Chatichai et un ancien chef des forces armées, le général Arthit, alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre en avion à Chiangmai pour prêter serment au roi, à l'occasion de la nomination du second comme Vice-Ministre de l'Intérieur, M. Chatichai étant lui-même le titulaire du portefeuille.

B) Le Gouvernement militaire et M. Anand

Les auteurs du Coup d'Etat étaient le Commandant suprême des forces armées, le général Sunthorn Kongsompong et les chefs des 3 armes, dont le général Suchinda Kraprayoon, chef de l'armée de terre. Ils justifiaient leur action en disant qu'ils voulaient mettre fin à la corruption régnant au sein de l'administration et du cabinet. D'autres raisons furent invoquées, en particulier celle d'une soi-disant dictature du parlement, ce qui était loin d'être le cas.

Le Coup d'Etat surprit les observateurs qui ne s'attendaient pas à un changement politique aussi brusque et qui estimaient que le pire avait été traversé en novembre 1989 lorsqu'un bonze s'était immolé par le feu pour protester contre la corruption.

Dès la prise du pouvoir, j'eus l'impression qu'on était en pleine dictature de droite puisque la constitution avait été abolie, le parlement fermé et la loi martiale proclamée mais, le jour suivant, et, semble-t-il, à la suite des conseils du roi, les Chefs militaires décidèrent de ne pas exercer eux-mêmes le pouvoir et de laisser à un gouvernement provisoire présidé par un civil, M. Anand Panyarachun, le soin d'administrer le pays jusqu'aux prochaines élections. Une Assemblée provisoire désignée par les militaires avec la sanction royale fut chargée de rédiger une nouvelle constitution pour remplacer celle de 1978. Elle comprenait 149 militaires ou ex-militaires sur 292 membres.

Il faut reconnaître que les Chefs militaires eurent la main heureuse en choisissant un Premier Ministre et des Ministres capables qui administrèrent bien le pays sous leur surveillance. Dès leur prise du pouvoir, les Chefs militaires obligèrent M. Chatichai et certains de ses Ministres à rendre des comptes à une commission spéciale instaurée pour enquêter sur l'acquisition de leur fortune. Finalement, 10 personnes dont M. Chatichai, furent accusées d'enrichissement illégitime.

La nouvelle constitution approuvée en décembre 1991 était moins démocratique que l'ancienne car elle donnait davantage de pouvoirs au Sénat dont les membres ont toujours été co-optés en Thaïlande. Comme le Sénat comprenait 270 membres contre 360 à la Chambre, il pouvait pratiquement contrôler le gouvernement avec l'aide d'une minorité de députés.

Puis les élections à la Chambre eurent lieu le 22 mars 1992 et ne permirent à aucun parti d'obtenir la majorité absolue des sièges (181).

C) La situation après les élections de mars 1992

Après ces élections, deux groupes s'opposèrent. L'un constitué par les partis Sammakkhī Tam, Chart Thai, Social Action et Prachakorn Thai (191 députés au total) soutenait les militaires et affirmait que le Premier Ministre pouvait être une personnalité non élue. L'autre groupe, qui aspirait à plus de démocratie, comprenait les partis New Aspiration fondé par le général Chavalit, Démocrate de l'avocat Chuan Leekpai, Palang Dharma de l'exgouverneur de Bangkok, le major-général Chamlong et Rassadorn (167 députés). Il déclarait qu'il fallait choisir le Premier Ministre parmi les représentants élus. Finalement, le premier groupe proposa de nommer M. Narong Wongwan, chef du parti Sammakkhī Tam, au poste de Premier Ministre, après avoir consulté les chefs militaires, mais celui-ci ne put accepter le poste car il est persona non grata aux Etats-Unis qui le soupçonnent d'avoir été mêlé à un trafic de drogue. Après le désistement de Narong, le premier groupe s'adressa au général Suchinda qui avait pourtant déclaré, en novembre 1991, qu'il ne serait pas candidat au poste de Premier Ministre.

Les observateurs se demandent pourquoi le général accepta de telles fonctions alors qu'il aurait pu continuer à tirer les ficelles et à contrôler le gouvernement de son poste de commandant en chef des forces armées et de l'armée de terre. Est-ce par pure ambition ou parce qu'il fut poussé dehors par les autres chefs militaires, en particulier par Kasset, le commandant de la force aérienne, qui briguaient son poste?

Une chose est sûre: ces chefs militaires et les 5 partis de la majorité voulurent à tout prix barrer la route du pouvoir au général Chavalit, leader du "New Aspiration Party", qui passe pour avoir des idées plus démocratiques qu'eux mais qui ne semble pas bénéficier des faveurs du roi. Et pourtant,

Chavalit, en se retirant avant la limite d'âge de son poste militaire pour entrer dans la politique, permit, entre autres, à Suchinda d'obtenir plus rapidement de l'avancement mais celui-ci ne lui en sut nullement gré. Au contraire, il tenta de le discréditer en l'accusant de vouloir l'établissement d'un praesidium en Thaïlande comme dans les pays communistes. Chavalit fut obligé de porter plainte.

D) Les tragiques événements de mai 1992

Suchinda est le principal responsable de ces événements qui commencèrent le 4 mai par la grève de la faim du major-général Chamlong, chef du Parti Palang Dharma, pour obtenir le départ du Premier Ministre du pouvoir. Chamlong convoqua le peuple à venir le soutenir et, pendant 5 jours, une foule variant de 20'000 à plus de 120'000 personnes se réunit sur une grande place de la capitale. Après ces jours de tension et une séance houleuse à la Chambre, un compromis fut trouvé le samedi 9 mai entre les 5 partis gouvernementaux et les 4 de l'opposition pour proposer au parlement certaines modifications de la constitution afin de la rendre plus démocratique, notamment la nécessité d'avoir un parlementaire élu comme Premier Ministre et un Président du parlement (les 2 Chambres réunies) émanant de la Chambre et plus du Sénat.

Chamlong arrêta alors sa grève de la faim mais il convoqua un nouveau rassemblement pour le dimanche 17 mai afin de continuer sa pression sur le gouvernement. Environ 20'000 personnes répondirent à cet appel. Le lendemain, le gouvernement déclara l'Etat d'urgence pour empêcher les rassemblements. Comme les manifestants refusaient de se disperser, les forces de l'ordre ouvrirent le feu et tuèrent un certain nombre de personnes. Dans l'après-midi, Chamlong fut arrêté ainsi que d'autres manifestants. Une partie de la foule fut alors dispersée mais elle se regroupa dans la soirée. Les soldats tirèrent à nouveau, causant de nouvelles victimes.

Le 29 mai, les deux principaux protagonistes, Suchinda et Chamlong qui venait d'être relâché, furent reçus en audience par le roi qui les exhorta à trouver une solution pour mettre fin à la crise. Suchinda se compromit à libérer les manifestants arrêtés et à décréter une amnistie en leur faveur. Il s'engagea ensuite à soutenir les amendements à la constitution proposés par l'opposition et Chamlong donna l'ordre à ses fidèles de cesser leurs manifestations et de rentrer chez eux. Pendant 3 jours Suchinda donna l'impression de vouloir s'accrocher à son poste puis il démissionna.

A propos de la répression, on peut affirmer qu'elle fut totalement disproportionnée au but avoué de rétablir l'ordre. Les forces armées n'utilisèrent ni balles en caoutchouc, ni gaz lacrymogènes. Seule une petite minorité de manifestants employa des moyens violents.

Le bilan des victimes de ces tragiques événements est difficile à établir, car il existe une grande différence entre les chiffres (43 morts et 600 blessés) fournis par le gouvernement et ceux des organes de presse ainsi que du Mouvement démocratique. Il semble que plusieurs cadavres furent emportés par les forces de l'ordre.

Pendant ces jours de manifestations, les politiciens des partis de la majorité donnèrent l'impression de ne pas se préoccuper de la répression brutale des forces armées. Ils réagirent seulement le 22 mai après avoir appris le nombre des victimes et décidèrent alors de retirer leur soutien à Suchinda.

Puis le roi contresigna un décret d'amnistie urgent en faveur de tous ceux qui participèrent aux tragiques événements. Ce fut certainement le prix à payer pour obtenir la démission de Suchinda. Ensuite, les partis gouvernementaux s'entendirent pour proposer au roi de désigner M. Somboon Rahong, le leader du Chart Thai, le second parti du pays, mais le Président de la Chambre porta finalement son choix, après plusieurs jours de réflexion, sur M. Anand, l'ancien Premier Ministre du gouvernement militaire, causant ainsi une grande surprise et une déception au sein de la coalition gouvernementale.

E) Le deuxième gouvernement de M. Anand

M. Anand constitua son gouvernement avec des personnes n'appartenant à aucun parti politique. Puis il dissolut la Chambre et annonça de nouvelles élections pour le mois de septembre. Son second cabinet ressembla beaucoup au premier puisqu'on y retrouva plusieurs technocrates et d'autres anciens Ministres.

Le Parlement accepta le 10 juin les 4 amendements à la Constitution dont le plus important est que le futur Premier Ministre devra être un parlementaire élu. Deux commissions d'enquête furent mises sur pied pour déterminer les faits à la base des événements de mai.

Au début d'août 1992, M. Anand muta, à la surprise générale, les généraux responsables de la répression à des postes honorifiques. Cette décision permit de calmer les esprits de ceux qui avaient été très déçus de la décision du Tribunal constitutionnel d'absoudre de suites pénales tous les participants aux manifestations. Les militaires ne pourront donc pas être traduits devant les tribunaux.

Durant la campagne électorale qui précéda les élections du 13 septembre 1992, le principal parti, le Sammakhi Tam, se dissolut en changeant de nom puis en fusionnant avec le parti Chart Thai. Ce dernier perdit l'ancien Premier Ministre Chatichai lequel fonda un nouveau parti, le Chart Pattana,

pour ne pas se retrouver avec certaines personnes, dont son ancien Ministre Banharn, qui avait collaboré étroitement avec les militaires. Il voulait désormais se placer au milieu de l'échiquier politique en cherchant une réconciliation entre les civils et les militaires.

Les élections du 13 septembre 1992 amenèrent au pouvoir les 4 partis démocratiques qui s'étaient opposés à Suchinda et aux autres chefs militaires. Mais ces partis n'obtinrent que 5 voix de majorité.

F) Le gouvernement démocratique de M. Chuan Leekpai

Le nouveau Premier Ministre, l'avocat Chuan Leekpai, chef du parti Démocrate (79 députés) a dû, pour compléter sa majorité, admettre un cinquième parti dans sa coalition, le "Social Action Party" qui a 22 députés. En agissant de la sorte, M. Leekpai a introduit un élément étranger dans la coalition car le Social Action Party s'était solidarisé avec les militaires sous Suchinda. En outre, il doit résoudre une deuxième difficulté en gouvernant avec 2 autres partis dirigés par de fortes personnalités. Il s'agit du Ministre de l'Intérieur, le général Chavalit, leader du New Aspiration Party (51 députés) et du major général Chamlong, le principal dirigeant du Mouvement démocratique de mai dernier, qui est le véritable chef du Palang Dharma, quoiqu'il ait renoncé à assumer la direction du parti. Il n'a même pas accepté un portefeuille ministériel, ce qui lui permet de conserver une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement. Son parti n'ayant gagné que 5 députés par rapport à l'élection de mars, il a certainement été très déçu de ce résultat, car c'est lui et son parti qui menèrent une action déterminante lors des événements de mai 1992. Son parti a perdu 9 députés à Bangkok. Il semble que, par son intransigeance, il ait effrayé quelque peu les bourgeois de la capitale dont certains lui reprochent même une certaine responsabilité dans le nombre des victimes de mai 1992.

Les électeurs, par manque d'esprit démocratique, appuyèrent fortement des partis qui avaient soutenu les militaires en mai dernier. Le parti Démocrate de M. Leekpai n'obtint que 3 voix de plus que le premier de ces partis, le Chart Thai. En outre, ces électeurs ont amené au pouvoir le leader du parti démocratique qui avait joué le rôle le plus effacé lors de ces événements.

Son gouvernement est composé d'hommes capables, particulièrement dans le domaine économique et financier. Le nouveau Ministre des affaires étrangères, M. Prasong Soonsiri, avait été un proche collaborateur de l'ancien Premier Ministre Prem. Il appartient au Palang Dharma.

M. Leekpai possède une grande expérience du gouvernement et du parlement car il a été de nombreuses fois ministre et/ou député. Son honnêteté n'a jamais été mise en doute de même que ses actes dans les anciens gouvernements. Mais il n'a pas

la réputation d'être une forte personnalité et, jusqu'à ce jour, ceci s'est avéré exact. En effet, son cabinet ministériel tient, depuis plus de 6 mois, sans remaniement mais il donne plus l'impression d'administrer le pays que de le gouverner. C'est en même temps sa force et sa faiblesse car, jusqu'à présent, il n'a pas pris de décisions importantes susceptibles de mobiliser l'opposition et de l'amener à porter une attaque décisive contre le gouvernement.

Jusqu'à ce jour, M. Leekpai est fidèle à sa réputation d'homme de compromis mais plusieurs intellectuels ne sont pas d'accord avec son style de gouvernement consistant à toujours le rechercher. Les Thaïlandais ont encore la nostalgie des gouvernements forts et ils ont de la peine à imaginer un Premier Ministre modeste qui fait honnêtement son travail sans porter d'uniforme. Même certains professeurs d'universités, qui préconisent la démocratisation du pays, oublient qu'en Thaïlande les gouvernements forts furent en général très peu démocratiques.

Ces derniers temps, le parti du M. Leekpai a été attaqué par l'opposition à cause d'un scandale financier causé par une compagnie d'investissement gérée par la fille d'un ancien leader du parti mais ce dernier n'y est pour rien. Les autres partis membres de la coalition se montrent aussi de plus en plus critiques à l'égard du Gouvernement, lui reprochant son indécision et la lenteur du règlement de certaines affaires. Le Palang Dharma menace même de revoir son appui si le gouvernement ne réussit pas à réaliser quelques-uns de ses objectifs dans les 6 prochains mois.

Plusieurs observateurs accusent le Premier Ministre de faiblesse et lui reprochent de ne pas prendre assez d'initiatives. D'autres le soutiennent en disant qu'il réfléchit avant d'agir. Le Premier Ministre se défend en déclarant que le processus de décisions est plus long dans un gouvernement de coalition. Il ne veut pas de remaniement du cabinet, du moins pour le moment. Des bruits couraient que le parti Chart Pattana de l'ancien Premier Ministre Chatichai pourrait rejoindre la coalition mais ce dernier vient d'exclure cette possibilité avant son départ pour un voyage en Chine. D'ailleurs, une partie des membres de ce parti sont d'anciens supporters de Suchinda. Chuan n'a donc pas intérêt à s'associer avec eux, ceci d'autant plus que je vois mal Chatichai jouer le rôle de second. Il est retourné à la politique et a fondé un parti pour revenir au pouvoir en qualité de Premier Ministre. Il a perdu les élections car son parti ne s'est classé qu'en troisième position après les Démocrates et son ancien parti, le Chart Thai. Si l'opposition revenait au pouvoir, cela serait son chef actuel, Pramarn Adireksarn, beau-frère de Chatichai, qui deviendrait Premier Ministre.

Un fait nouveau vient de frapper l'opinion publique. Le 26 mars dernier, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnel le décret du gouvernement militaire instituant une commission d'enquête pour investiguer la fortune acquise par l'ancien Premier Ministre Chatichai et ses ministres, avec le mandat

de saisir les biens acquis de façon illégitime. Mais la Cour n'a pas libéré ces personnes de tout soupçon. Elles ne pourront donc pas être poursuivies en justice. Mais cette décision ne signifie pas que les autres décrets du gouvernement militaire seront déclarés nuls. Sitôt après la connaissance de cette décision, le Mouvement démocratique a demandé au gouvernement et aux juristes d'examiner la légalité de tous les décrets du gouvernement militaire (NPKC).

Le lendemain, le chef de la force aérienne, le général Gun, qui passe pour avoir un esprit démocratique, a déclaré qu'aucun des commandants des forces armées n'allait faire un coup d'état même si la situation politique est mauvaise. Il a ajouté que l'unique devoir de ces chefs militaires était de préserver la stabilité du gouvernement et de travailler dans l'intérêt du public, la politique étant l'affaire des politiciens. Puisse cette conception durer chez les responsables militaires'

Mais, pour que cela soit le cas, il faudrait que des civils, c'est-à-dire les membres du Mouvement démocratique, renoncent à faire pression sur le gouvernement afin qu'il punisse les responsables du gouvernement militaire pour avoir causé des dommages à d'autres personnes.

Mais le gouvernement n'a pas été inactif dans tous les domaines. Par exemple, il s'est attelé à résoudre le problème posé par le meurtre à Bangkok de quatre diplomates d'Arabie saoudite en 1989 et en 1990 ainsi que de l'enlèvement d'un homme d'affaires de ce pays, proche de la famille royale. En outre, il s'agit d'éclaircir la disparition d'une partie des bijoux volés à un prince saoudien par un travailleur thaïlandais. Il semble que des policiers de mon pays de résidence soient impliqués dans ces deux affaires qui risquent de faire sauter le chef de la police. En tous cas, elles ont sérieusement refroidi les relations entre les 2 pays. L'Arabie saoudite menace de fermer son ambassade à Bangkok si les Thaïlandais ne résolvent pas rapidement le problème.

Dans le domaine de la **politique extérieure**, le gouvernement de M. Leekpai continue les relations de bon voisinage avec les autres pays de la région, en particulier avec la Laos. Le Ministre de l'Intérieur vient de proposer la création d'une zone économique au Cambodge, près de la frontière avec la Thaïlande, dans laquelle les 4 parties représentées au Conseil National Suprême (CNS) pourraient travailler. Il y aurait des investissements thaïlandais. Le gouvernement de mon pays de résidence déclare officiellement qu'il respecte les embargos décrétés par l'ONU mais, en-dessous, il doit s'arranger avec les Khmers Rouges pour les détourner, surtout avec les pierres précieuses et le bois tropical. Les Thaïlandais ont tendance à considérer une partie du territoire du Cambodge et celui du Laos comme une chasse gardée. L'APRONUC ne doit pas se faire des illusions à ce sujet.

La Thaïlande continue d'être un chaud partisan de l'ASEAN car elle sait qu'il en va de son intérêt tandis que, par son attitude, elle rencontre des problèmes avec les autres pays dans le Comité du Mékong, en particulier dans la question du partage des eaux. Elle aimerait pouvoir irriguer son nord-est avec les eaux du fleuve, ce que redoutent les Vietnamiens, surtout pendant la saison sèche.

Enfin, dans le secteur économique, la Thaïlande poursuit sa marche en avant avec un rythme de croissance d'environ 8 % et un taux d'inflation de 5 % mais, au fur et à mesure qu'elle se développe, elle rencontre des problèmes de main-d'oeuvre car il lui manque des cadres moyens et, comme les salaires ont tendance à augmenter sous l'effet de la haute conjoncture, elle doit veiller à rester compétitive, sinon des entreprises étrangères la quitteront pour aller s'installer dans les pays voisins, en particulier au Vietnam.

Dans le domaine hôtelier, il y a maintenant une surcapacité de lits à Bangkok, ce qui fait baisser notablement les prix des chambres. La capitale risque aussi d'être saturée dans le secteur de la construction immobilière.

Mais l'avenir de la Thaïlande est prometteur si elle arrive à résoudre deux problèmes clefs: celui de l'environnement et celui du SIDA. Le pays a trop coupé de bois tropicaux ces dernières années et n'a pas assez fait attention à certains polluants de sorte qu'il se réveille maintenant un peu tard. En outre, le développement du tourisme de masse lui a amené de nombreux individus qui ont infecté sa population. Au moins 1 % de celle-ci est déjà séropositive.

IIème partie: Remarques sur certains aspects du pays:

Mon séjour de 3 ans et demi en Thaïlande me permet de faire les remarques suivantes en ce qui concerne ce pays:

A) La démocratie en Thaïlande:

Elle est loin d'y être implantée à titre définitif ou du moins durable. Les Chefs militaires ont actuellement un profil bas à cause des événements de mai dernier mais ils peuvent resurgir dans quelques mois, voire dans une année, à cause de la méfiance des civils ou de la faiblesse de leur gouvernement. En effet, la masse de la population continue d'admirer la force qu'elle voit incarnée chez les Chefs militaires.

Le Thaïlande a encore beaucoup à faire pour devenir un pays véritablement démocratique. En effet, les rites de sa monarchie, sa société très hiérarchisée, les grandes différences économiques et sociales au sein de sa population et surtout la cooptation des sénateurs constituent des facteurs qui rendent cette société antidémocratique. Pour nous, Européens, cela est parfois choquant.

L'esprit démocratique a progressé ces dernières années dans la nouvelle classe moyenne qui a surgi à cause du boom économique. Les événements de mai 1992 ont démontré que, désormais, les étudiants et les intellectuels n'étaient plus les seuls à réclamer la démocratisation du pays et une véritable participation dans la vie politique. Un nombre de plus en plus grand de personnes désirent que les militaires retournent définitivement à leurs casernes et ne s'occupent plus de politique.

B) Manque d'une classe d'hommes politiques d'origine civile

Il manque malheureusement à la Thaïlande une véritable classe d'hommes politiques ayant une pure origine civile. Ceci est peut-être dû au fait que, jusqu'à l'année dernière, les civils avaient l'impression que le domaine politique était réservé avant tout aux militaires et que la politique était une chose sale. Et, pourtant, il existe en Thaïlande de brillants hommes et femmes d'affaires qui élèveraient le niveau de la vie politique du pays en y participant comme parlementaires, à condition qu'ils ne confondent pas les affaires de l'Etat avec les leurs. Il faut donc que les civils s'intéressent davantage à la politique et surtout en fassent eux-mêmes.

Une autre raison de ce désintérêt provient peut-être du fait que, jusqu'à maintenant, les Thaïlandais de vieille souche se sont réservés, en quelque sorte, la politique et l'administration y compris les affaires militaires, tandis que leurs compatriotes de date plus récente et d'origine chinoise n'ont

trouvé que le domaine économique et commercial pour développer leurs activités. Mais, de plus en plus, ces deux catégories de Thaïlandais se marient entre eux, ce qui va faciliter l'entrée des seconds dans la vie politique. On a déjà vu des exemples en mai dernier.

C) Les partis politiques en Thaïlande

Ces partis sont très différents de ceux d'Europe en ce sens qu'ils n'ont pas d'idéologie. Ils représentent des groupes d'intérêts de certaines régions du pays et s'agglutinent autour de personnalités, en particulier des généraux ou des ex-chefs militaires. En Thaïlande, les politiciens changent fréquemment de partis. Ceci n'est pas mal vu comme en Europe.

D) Le pragmatisme des Thaïlandais et leur nationalisme

D'une façon générale, on peut dire que c'est le pragmatisme des gens qui fait la prospérité du pays. L'argent joue un grand rôle dans la politique, comme dans d'autres pays d'Asie d'ailleurs. Certains politiciens achètent les électeurs.

En outre, j'ai été aussi frappé de constater le nationalisme, pour ne pas dire le chauvinisme, de certaines personnes qui estiment que les Thais sont supérieurs aux autres peuples de la région et même du monde. Il est vrai qu'il s'agit d'un peuple élégant, raffiné, très adroit de ses mains, qui accorde une attention particulière à la surface des choses, à leur emballage. Si l'on gratte quelque peu pour ôter la couche de vernis, on constate qu'il s'agit d'une société contenant presque autant de tares qu'une autre mais elle ne les montre pas, surtout à un étranger. Il faut toujours présenter à ce dernier la belle face des choses afin qu'il ait une bonne impression de la Thaïlande. Les Thaïlandais ne comprennent pas que l'on puisse émettre des critiques négatives à l'égard de son propre pays.

E) Le rôle de la monarchie et la famille royale

En Thaïlande, ce rôle est très positif non pas à cause de l'institution elle-même mais parce que le pays a, à sa tête, une personne au caractère équilibré, ouvert, modeste, qui s'intéresse beaucoup au développement du pays dans tous les domaines. Esprit scientifique, il utilise une partie du terrain de l'un de ses palais pour procéder à des expériences, notamment dans le domaine agricole. Il visite fréquemment des projets de développement.

Lors des événements de mai 1992, il a joué un véritable rôle d'arbitre de la nation en invitant les deux principaux protagonistes à trouver un compromis pour éviter une plus grande effusion de sang. Certaines personnes ont dit qu'il avait agi trop tard mais il se peut fort qu'il ait été, à son insu,

prisonnier dans son palais et coupé du monde extérieur car une de ses filles, la Princesse Sirindhorn (37 ans), n'avait pas pu l'atteindre par téléphone depuis Paris où elle séjournait... Cette princesse a le même caractère que son père et elle est très aimée de la population.

Malheureusement, ce n'est pas le cas du Prince héritier (41 ans) qui jouit d'une mauvaise réputation. Le bruit court qu'il se fait faire des cadeaux, qu'il ne paie pas ses dettes et qu'il a un caractère violent, voire sadique. En outre, sa vie privée est compliquée et pas discrète. Il avait dû épouser, sur les injonctions de sa mère, sa cousine germaine, la Princesse Soomsavali, dont il a eu une fille (15 ans) mais il vit avec une ancienne actrice qui lui a donné 5 enfants dont 4 fils. Il fit des voyages officiels avec cette personne notamment au Japon, ce qui provoqua des problèmes de protocole. La société thaïlandaise ne lui pardonne pas de ne pas effectuer ses voyages officiels avec son épouse légitime. Il viendrait de demander le divorce. De toute façon, sa réputation est faite et il faudrait qu'il se fasse oublier pendant un certain temps, en prenant l'habit monacal, pour retrouver l'estime de l'opinion publique. Mais il bénéficie d'appuis au sein des forces armées car il est avant tout un officier. Il a suivi des cours de stratégie en Grande-Bretagne il y a 3 ans et les mauvaises langues disaient que ses travaux écrits étaient préparés à Bangkok...

S'il avait été à la place de son père lors des événements de mai, il aurait très probablement tenu le parti des chefs militaires et les choses auraient empiré. Vu ce qui précède, la Thaïlande pourrait connaître une crise sérieuse lors du décès du roi qui, heureusement pour le pays, n'a que 65 ans et demi. Le peuple préférerait comme successeur la princesse Sirindhorn mais la nouvelle constitution ne mentionne rien à son sujet. Il faudrait que le prince disparaisse pour qu'elle ait des chances de succéder à son père mais le prince a des fils et l'un d'eux aura peut-être la chance, un jour, d'accéder au trône.

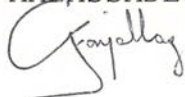
La Thaïlande est, depuis 1932, une monarchie constitutionnelle où le roi doit contresigner les décrets. Il a donc un certain pouvoir qui lui donne une assez grande responsabilité lors d'événements graves mettant en danger la stabilité du pays.

Quant à la reine Sirikit (61 ans), elle aime le faste, les réunions mondaines et les défilés de mode des grands couturiers. C'est une femme très élégante dont le caractère est fort différent de celui de son mari. Elle s'accorde bien avec son fils. Ses 60 ans ont été célébrés pendant toute une année avec un luxe particulier qui contraste avec la modestie du roi. La reine est entourée de dames de la haute société, les Khunying et les Thanpuying, qui n'arrêtent pas de donner des galas et des dîners de bienfaisance en son honneur. Des millions de bahts, voire de dollars, sont récoltés pour les oeuvres de la reine, mais on ignore leur destination exacte.

Aussi ne peut-on pas s'empêcher de penser à ce qui s'est passé dans d'autres pays, notamment en Iran, et dire: "pourvu que cela dure". On peut aussi se demander si la majorité du peuple continuera longtemps d'accepter une telle situation sans sourciller. On peut déjà entendre, en cercle privé, certaines remarques émanant d'intellectuels et de personnes de la classe moyenne qui sont en train de devenir plus critiques à l'égard de la monarchie et de certains membres de la famille royale. Pour le moment, le peuple voue à la famille royale, spécialement au roi, une grande admiration ainsi que beaucoup de respect. Il faut dire que la loi contient le crime de lèse-majesté et toute personne qui critique la famille royale est susceptible d'être condamnée. On peut dire qu'en Thaïlande on continue d'observer les rites de la monarchie absolue quoique celle-ci ait disparu depuis plus de 60 ans. Ce régime monarchique peut être comparé, dans une certaine mesure, à celui du Japon.

La famille royale comprend encore une autre fille, la Princesse Chulabhorn, 34 ans, qui a fait des études de chimie et a épousé un officier de la force aérienne. La fille aînée s'est mariée avec un Américain d'origine danoise et vit depuis longtemps aux Etats-Unis d'Amérique.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



G. Fonjallaz